



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 4 au 10 février 2022

Résumé :

- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- Le taux de chômage continue de reculer en novembre (11,6%), mais la création d'emploi est en train de ralentir.
- L'inflation ralentit en janvier, mais la croissance de l'indice IPCA sur douze mois progresse à +10,38%.
- Evolution des marchés du 4 au 10 février 2022.
- Graphiques de la semaine : le ratio d'endettement des ménages brésiliens a plus que doublé depuis 2006.

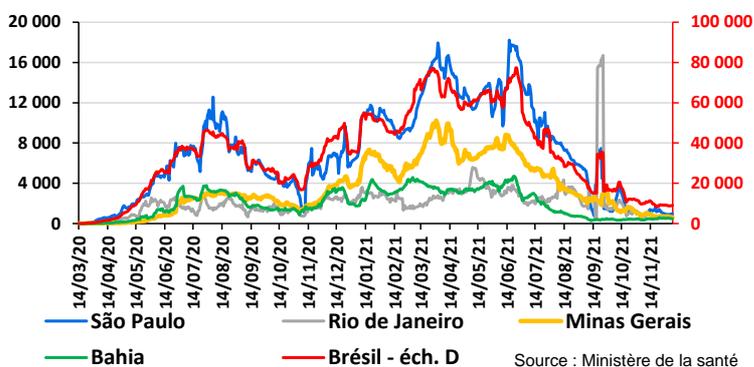
LE CHIFFRE À RETENIR

2 444 REAIS
(409 EUR)

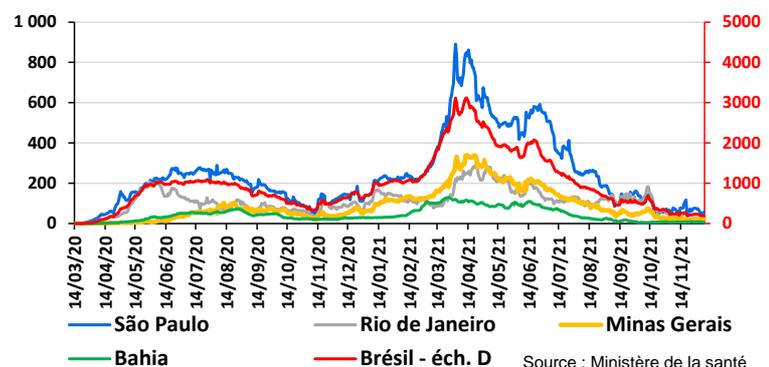
Salaire mensuel moyen au Brésil en janvier 2022 (minimum de la série historique depuis 2012)

Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.

**Nouveaux cas par jour
(moyenne hebdomadaire)**



**Nouveaux décès par jour
(moyenne hebdomadaire)**



Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 169 173 nouveaux cas de Covid-19 et 763 décès par jour (contre 186 363 et 537 la semaine précédente). Au 9 février, le Brésil compte au total 26,8 M cas de contaminations et 633 894 décès depuis le début de la pandémie.

Le taux de chômage continue de reculer en novembre (11,6%), mais la création d'emploi est en train de ralentir.

D'après la dernière enquête *PNAD Contínua* de l'IBGE, le marché du travail continue sa reprise au trimestre mobile fini en novembre 2021, comparé au trimestre précédent, fini en août. Alors que les indicateurs d'activité (ventes, production industrielle) déclinent depuis des mois, le marché de l'emploi s'ajuste toujours avec un décalage et affiche encore des résultats positifs. En outre, une croissance de l'emploi concomitante à une baisse de l'activité suggère une baisse de la productivité, ce qui est en phase avec un salaire moyen au minimum de la série historique. Enfin, l'évolution de l'emploi provient également, dans une certaine mesure, d'un effet saisonnier : le trimestre fini en novembre est caractérisé par l'embauche temporaire dans le commerce et les services à la veille des fêtes de fin d'année.

Dans le détail, **le taux de chômage¹ trimestriel est passé de 13,1% en août à 11,6% en novembre 2021², légèrement en-dessous des attentes du marché** (qui tablait sur 11,7%). La baisse trimestrielle du nombre de chômeurs (de 13,9 M à 12,4 M) a accompagné la hausse concomitante de la population active (de 105,6 M à 107,3 M).

Une fois corrigé des variations saisonnières (cvs) cette évolution n'est cependant pas aussi positive. Les analyses des institutions financières privées estiment que le taux de chômage cvs n'aurait reculé que de 0,3 pp., restant autour de 12%.

Le taux d'emploi³ progresse de 53,4% à 55,1% grâce à une hausse des personnes employées (de

91,7 M à 94,9 M) proportionnellement plus importante que celle de la population en âge de travailler (de 171,8 M à 172,2 M).

Par ailleurs, la main d'œuvre sous-utilisée sur le trimestre s'est réduite de 2,2 M de personnes. Cet agrégat inclut à la fois les personnes au chômage, les personnes sous-employées (travaillant moins que ce qu'elles ne voudraient), les chômeurs découragés et les autres actifs dans la force de travail potentielle⁴. **Ce contingent de chercheurs d'emploi « potentiels » se situe à 29,1 M.**

Le taux d'informalité⁵ reste stable, atteignant 40,6% de la population occupée au trimestre fini en octobre. La stabilité du ratio est due à une hausse proportionnelle du contingent de la population occupée et de celui des travailleurs informels (qui s'accroît d'environ 1,4 M pour atteindre 38,6 M).

Ainsi, sur l'augmentation trimestrielle de l'emploi mentionnée précédemment (+3,2 M), **43% provient du secteur informel** (qui enregistre +7,4% de hausse dans le secteur privé). Le contingent de travailleurs sous contrat formel s'est accru également au cours du trimestre (+4% dans le secteur privé). La création d'emploi a progressé notamment dans les secteurs du commerce (+719 mil employés), de l'industrie (+439 mil) et de l'hôtellerie et alimentation (+438 mil).

L'emploi formel (ncvs) a cependant reculé plus que d'habitude pour un mois de décembre. Ce mois présente habituellement une destruction nette d'emploi, inversement aux mois précédents. Or décembre 2021 a surpris négativement. Les statistiques du *Novo Cadastro Geral de Empregados e Desempregados* (Novo Caged), publiées par le Ministère de l'Économie, montrent que **le Brésil a**

¹ Le **taux de chômage** est mesuré comme le ratio entre le nombre de chômeurs et la population active (ou « force de travail », i.e. les personnes ayant un emploi professionnel ou en cherchant un activement sur le marché du travail).

² Les chiffres d'emploi publiés par l'IBGE (PNAD Contínua) et par le Ministère de l'économie (CAGED) sont non corrigés des variations saisonnières (ncvs).

³ Le **taux d'emploi** est le pourcentage de la population en âge de travailler (plus de 14 ans au Brésil) qui travaille (employés, entrepreneurs, autonomes).

⁴ La **force de travail potentielle** recoupe deux groupes de personnes qui ne sont pas comptabilisés dans les statistiques du chômage : 1/ les personnes qui recherchent un emploi mais ne sont pas

disponibles immédiatement pour travailler ; 2/ les personnes qui sont disponibles pour travailler mais sont découragées pour des raisons liées au marché (échec antérieur à trouver un emploi, manque d'expérience, perception pessimiste de la demande de travail, etc.).

⁵ Le **taux d'informalité** est le ratio entre les travailleurs informels et la population occupée. Au Brésil, l'emploi informel comprend les employés du secteur privé sans permis de travail signé (dit *carteira de trabalho*), les employés de maison sans permis de travail signé, les travailleurs familiaux auxiliaires, ainsi que les employeurs et travailleurs indépendants sans entreprise inscrite au registre national des personnes morales (CNPJ).

détruit -266 mil d'emplois nets (alors que le marché s'attendait à -175 mil). En tout, le solde net de création d'emplois formels a atteint environ +2,7 M en 2021.

Il est prévu que le rythme de création d'emploi ralentisse à court terme. Les effets de la réouverture de l'économie et de la récupération décalée du secteur des services s'essoufflent, tandis que la fin du programme gouvernemental qui finançait le chômage partiel des entreprises (BEM) se fera probablement sentir dans les mois à venir.

L'inflation ralentit en janvier, mais la croissance de l'indice IPCA sur douze mois progresse à +10,38%.

D'après les statistiques de l'IBGE, **la croissance mensuelle (non corrigée des variations saisonnières, ncvs) de l'indice large des prix à la consommation (IPCA, principal indice de référence de l'inflation « apparente » au Brésil), a été de +0,54% m.m en janvier 2022** (contre +0,73% m.m en décembre 2021). Cela reste en ligne avec les anticipations du marché (qui tablait sur +0,56% m.m) et représente le taux mensuel le plus élevé pour un mois de janvier depuis l'année 2016.

En variation mensuelle par groupe, **le segment des aliments et boissons est celui qui contribue le plus** à la hausse de l'IPCA (+1,11% m.m, responsable de +0,23 pp. sur le mois). L'alimentation à domicile (+1,44%), qui a un poids important dans le panier des ménages modestes, en a été le principal déterminant. L'offre d'aliments frais a été négativement influencée par des conditions climatiques défavorables (fortes pluies dans certaines régions du centre et du nord et sécheresse au sud).

La croissance des prix du groupe d'articles résidentiels (+1,82% m.m, responsables de +0,07 pp. sur le mois) **a accéléré** par rapport à décembre, déterminée notamment par l'électroménager, le mobilier, et les équipements TV, son et informatique.

Le groupe des prix liés à l'habitation progresse également (+0,16% m.m) **mais décélère** par rapport au mois de décembre. Ceci est notamment imputable à la baisse des tarifs de l'électricité (+1,07% m.m), au fur et à mesure que les réajustements de la part des distributeurs face à la crise hydrique se normalisent.

Le groupe des transports a été le seul à contribuer à la décélération des prix en janvier (-0,11% m.m, responsable de -0,02 pp. sur le mois). Cette évolution est imputable à la baisse des prix des tarifs aériens (-18,35% m.m), qui a une forte composante saisonnière après les fêtes de fin d'année, et à la **baisse des carburants** (-1,23% m.m), sous l'effet de base du réajustement des tarifs effectué par Petrobras en décembre. La **hausse de prix des véhicules neufs** (+2,19% m.m), dont l'offre fait encore face à des goulots d'étranglement, se démarque de l'évolution du groupe des transports.

Plus généralement, par grand secteur, les prix des biens industriels ont augmenté de plus de 1% pour le 6^{ème} mois consécutif (+1,22% en janvier). En un peu plus d'un an, l'inflation sur 12 mois des biens industriels est passée de presque zéro à +12,68%, sur fonds de problèmes d'offre dans les chaînes d'approvisionnement globales et de dépréciation du real.

La hausse des prix est généralisée. L'indicateur de diffusion suggère que plus de 73% des produits mesurés ont affiché une hausse en janvier.

Sur les douze derniers mois, l'IPCA général progresse et atteint en janvier 2022 +10,38% en glissement annuel (g.a), contre +10,06% g.a en décembre 2021.

L'inflation sous-jacente⁶, bien que plus faible que la croissance de l'indice « apparent » de l'IPCA, reste élevée. En moyenne, elle se situe à +0,87% m.m en janvier, et accélère sur 12 mois, passant de +7,42% à +7,88% g.a.

Aussi bien l'inflation apparente que sous-jacente en g.a se situent très au-dessus de la fourchette

⁶ A la différence de l'inflation « apparente », l'inflation « sous-jacente » exclut du panier de consommation les produits dont les prix sont les plus volatiles, comme l'énergie et les aliments. Au

Brésil, celle-ci est une moyenne de 7 indicateurs d'IPCA élaborés par la Banque Centrale du Brésil (BCB).

supérieure de la cible de la politique monétaire pour 2022 (3,5% +/- 1,5 p.p).

Le resserrement monétaire en cours devrait modérer la croissance des prix dans les mois à venir. Or l'inertie inflationniste (dans un contexte d'incertitude les opérateurs accordent plus de poids à la haute inflation passée qu'au scénario futur pour effectuer leurs prévisions), **et la détérioration escomptée des finances publiques** (le Congrès s'apprête à voter des réformes qui tendent à réduire la pression fiscale et à assouplir les dépenses) **sont en train de provoquer des réajustements à la hausse des anticipations d'inflation.** Selon le rapport Focus de la Banque Centrale du Brésil (BCB), les opérateurs de marché prévoient actuellement une inflation en 2022 de +5,44%, contre +5,03% il y a un mois.

La BCB, via le communiqué du Comité de politique monétaire (Copom) du 8 février, **s'est montrée préoccupée par le risque que l'évolution de la situation budgétaire et des prix des commodités alimentent la dynamique inflationniste en 2022.** Elle prévoit de réduire le rythme de hausse du taux d'intérêt directeur dans sa prochaine réunion de mars (qui pourrait être autour de +100 pdb., contre +150 pdb. début février), mais signale que le resserrement monétaire n'est pas prêt de s'arrêter à ce stade. **Les opérateurs de marché tablent actuellement sur un taux directeur à 11,75% en fin d'année, alors qu'il est actuellement à 10,75%.**

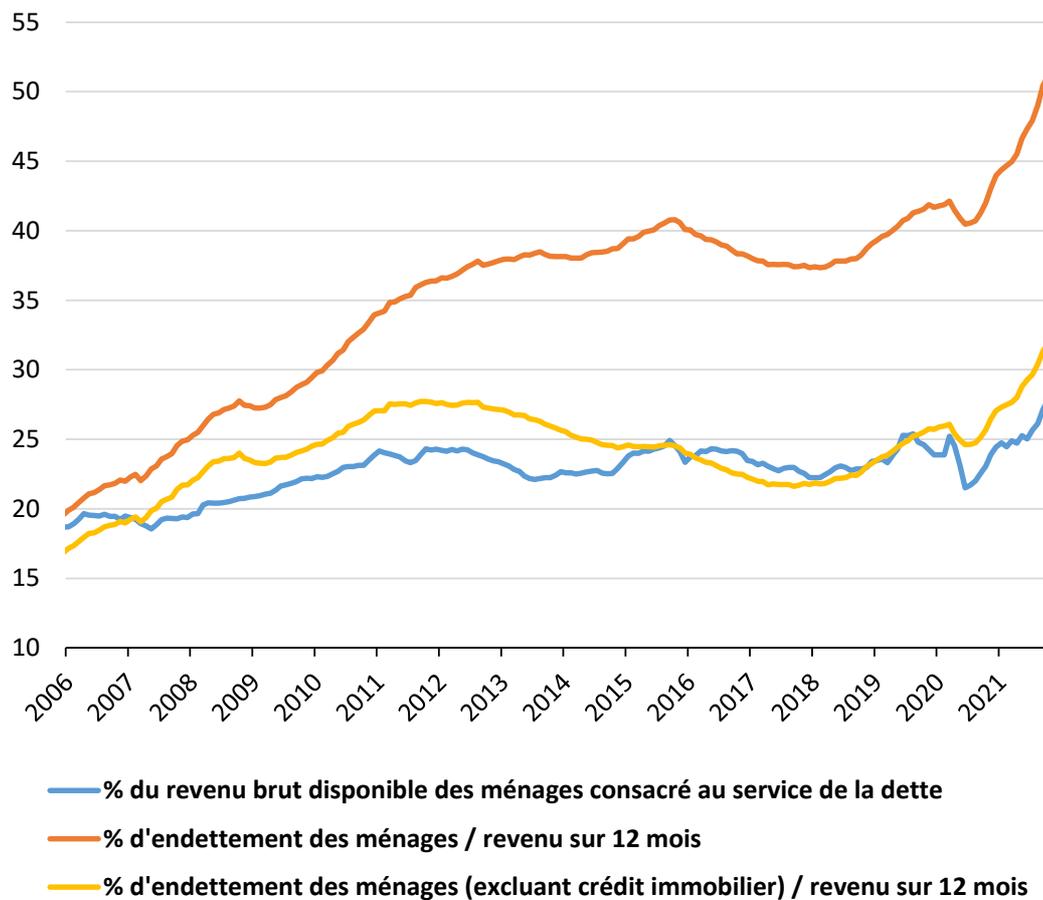
Evolution des marchés du 4 au 10 février 2022.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+1,4%	+7,9%	113 191
Risque-pays (EMBI+ Br)	+0pt	+5pt	331
Taux de change R\$/USD	-2,1%	-6,9%	5,19
Taux de change R\$/€	-1,8%	-6,0%	5,94

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Graphique de la semaine : le ratio d'endettement des ménages brésiliens a plus que doublé depuis 2006.

Brésil: service de la dette et endettement des ménages



Source : BCB

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international